



Berne, 7. April 2016

NON au pillage des caisses de la Confédération

Des parlementaires issus de six partis différents ont participé aujourd'hui à une conférence de presse pour défendre le NON à l'initiative « vache à lait ». L'argument principal est simple : l'initiative creuserait un trou béant dans les caisses de la Confédération. Le milliard et demi concerné fera défaut dans la formation, l'agriculture ou dans les transports publics. Ceux qui soutiennent des finances publiques saines et un financement d'avenir en matière de transports devront glisser un NON dans les urnes le 5 juin prochain.

L'alliance « NON à l'initiative vache à lait » rassemble de nombreux partis (PS, PLR, PDC, Verts, PVL, PBD, PEV) et d'organisations (UTP/Litra, ATE, USP, Union des villes, Groupement pour les régions de montagne, associations environnementales, syndicats, ...). Les principaux arguments ont été présentés aujourd'hui à la presse.

Politique financière désastreuse

Pour la conseillère aux Etats PDC Brigitte Koller-Häberli, « la politique financière va au-devant de grands défis, comme le démontre le programme de stabilité 2017-2019. Si l'initiative devait être acceptée, 700 millions supplémentaires devraient être économisés en 2016 et près d'1,5 milliards en 2017. C'est irréaliste au vu du contexte actuel et dans un délai aussi court ».

FORTA est un meilleur concept

Comme l'a déjà décidé le Conseil des Etats, le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) présente un bien meilleur concept. « Le FORTA permet de poursuivre la politique suisse des transports dans une direction qui a déjà fait ses preuves. Ce fonds est équilibré et nécessaire », précise le conseiller aux Etats PLR Olivier Français. Le Conseil des Etats a par ailleurs prévu d'affecter 700 millions supplémentaires annuellement à ce fonds.

Les automobilistes ne sont pas des « vaches à lait »

Pour Evi Allemann, conseillère nationale socialiste, l'image de « vaches à lait » collée aux automobilistes est totalement abusive. « En comparaison européenne, les automobilistes suisses contribuent peu. Ainsi, la taxe sur les huiles minérales n'a jamais été adaptée depuis 1993 et, aujourd'hui déjà, une part importante des recettes de la taxe sur l'essence et de la vignette sont attribuées au transport routier. L'initiative du lobby routier met ainsi en danger le meilleur système de transports au monde ! »

De futures économies dans la formation et l'agriculture

« L'affectation de l'entier de la taxe sur les huiles minérales au trafic routier serait une non-sens politique », précise la conseillère nationale PBD Rosmarie Quadranti. « Avec cette logique, l'entier des recettes liées à l'impôt sur l'alcool devrait être redistribué à l'intention des consommateurs d'alcool. » La formation, l'agriculture ou les transports publics figureront parmi



les dommages collatéraux de l'initiative, les coûts de l'initiative devront bien être supportés par d'autres domaines.

Poursuivre la politique éprouvée des transports

Jürg Grossen, conseiller national vert'libéral, a rappelé que la politique des transports fonctionne très bien en Suisse : « on discute de financement lorsque des projets concrets ont été travaillés. Il est peu sensé d'exiger des milliards, sans en définir au préalable leur attribution future. » Il est essentiel que les moyens disponibles soient affectés prioritairement aux goulots d'étranglement.

Des solutions intelligentes pour les agglomérations

Daniel Brélaz, conseiller national des Verts est particulièrement bien placé pour savoir comment cela fonctionne, lui qui fut syndic de la ville de Lausanne durant de nombreuses années. « Les agglomérations ont besoin de solutions intelligentes et réfléchies ; exiger simplement plus de routes ne résout aucun problème. » Alors que les agglomérations ne cessent de croître, automobiles, transports publics, vélos et piétons doivent pouvoir cohabiter. L'initiative « vache à lait », en ne se focalisant que sur les automobilistes, n'apporte aucune réponse.

Informations:

- **Olivier Français**, conseiller aux États PLR (VD), 079 332 00 01
- **Daniel Brélaz**, conseiller national Les Verts (VD), 079 257 18 32
- **Brigitte Häberli-Koller**, conseillère aux États PDC (TG), 079 749 14 38
- **Evi Allemann**, conseillère nationale PS (BE), 079 560 72 94
- **Jürg Grossen**, conseiller national PVL (BE), 079 444 94 65
- **Rosmarie Quadranti**, conseillère nationale PBD (ZH), 079 865 66 11